

avons été témoins d'un grand nombre d'encans. Nous assisterons maintenant aux faillites. Et sur les terres les mieux administrées, qui rapportent 80c. l'heure à l'exploitant, nous assisterons à une réduction de salaires. Et est-il bien sûr que cette baisse de salaires atteint convenablement l'objectif que s'était fixé le très honorable premier ministre (M. Trudeau) concernant l'établissement d'une société juste.

Monsieur l'Orateur, alors que les terres les plus prospères du Québec et de l'Ontario ne rapportent que 80c. l'heure à leurs exploitants, se rend-on compte du problème, puisque, selon le gouvernement libéral et les experts qui prétendaient établir une société juste, 80c. l'heure étaient déjà trop? Au fait, n'a-t-on pas tout mis en œuvre en vue de réduire ce salaire?

À mon avis, cette situation ne peut durer plus longtemps. Peut-on savoir si le gouvernement, par l'entremise de la Société du crédit agricole, détient suffisamment de titres au Québec pour accaparer toutes les terres? Le gouvernement désire-t-il que toutes les exploitations agricoles tombent sous le contrôle de l'État et que les agriculteurs ne deviennent que de simples employés?

Nous nous souvenons que le premier ministre a déjà manifesté son admiration pour les formules communistes. Nous nous demandons alors si l'endettement irrémédiable des cultivateurs ne fait pas partie des projets du premier ministre. Songerait-on, par l'entremise du ministère de l'Agriculture, à accaparer ces exploitations afin de les collectiviser? Désire-t-on que les agriculteurs deviennent des fonctionnaires?

● (9.30 p.m.)

Pour causer des troubles à un honnête homme qui ne gagne que 80c. l'heure, pourrait-on trouver mieux que de réduire son revenu? Endetter les cultivateurs ou les forcer à s'endetter, alors que nous disposons de moyens de plus en plus efficaces, est-ce que cela ne conduira pas à une prise de nos terres sans fracas? Combien de terres passeront aux mains de l'État d'ici deux ou trois ans! J'aimerais bien que l'honorable ministre réponde à ce sujet, et je me demande encore si le Québec ne sera pas le premier à passer aux mains du gouvernement.

Un article du journal, *Le Meunier Québécois*, de mars 1970, nous fait constater que les gens sont inquiets. Voici un extrait de cet article, et je cite:

Monsieur Otto Lang, ministre sans portefeuille au gouvernement canadien, responsable de la politique du blé, vient de déposer en Chambre le programme d'urgence pour résoudre le problème des gigantesques surplus de blé de l'Ouest canadien.

Ce programme, qui sera en vigueur pendant un an, coûtera la jolie somme d'environ \$100,000,000...

Les meuniers du Québec entretiennent quelque appréhension au sujet de cette politique du blé du gouvernement fédéral. Si la Commission canadienne du blé conserve le contrôle de la vane du blé, de l'orge et de l'avoine qui seront produits dans l'Ouest, combien en coûtera-t-il aux marchands de grain du Québec qui n'ont pas l'opportunité de s'approvisionner sur le marché mondial?

De plus, le ministre de l'agriculture fédéral, monsieur H. A. Olson, a déclaré en Chambre que le subside sur le transport des grains accordé aux cultivateurs de l'Est sur le budget financier de 1969, au montant de \$20,000,000, sera, à partir du 1^{er} avril 1970, diminué à \$17,500,000.

Alors que les cultivateurs de l'Ouest bénéficient de l'avantage de pouvoir convertir leur grain en productions animales, en plus d'être dédommagés pour l'ensemencer, nous, meuniers du Québec, protestons contre cette politique fédérale, qui est nettement discriminatoire vis-à-vis les éleveurs de l'Est qui, eux, auront finalement et définitivement à payer la note.

Monsieur l'Orateur, nous n'avons jamais vu d'injustice aussi flagrante et l'on ne pouvait trouver mieux pour forcer les gens à désertir la terre.

Et si l'on se réfère au dernier rapport du ministère de l'Expansion économique régionale, pour l'année 1968-1969, on peut y lire ce qui suit:

L'Agence de développement régional a montré la voie dans le domaine des subventions au développement industriel...

Si l'on se réfère maintenant au tableau 1, qui figure à la page 19 de ce rapport, on peut constater les statistiques suivantes relativement au Québec:

\$800,110,000 ont été dépensés en nouvelles immobilisations, pour créer 16,934 nouveaux emplois, c'est-à-dire \$47,249 par emploi.

Au lieu d'aller chercher des cultivateurs dans le fond des «rangs» pour les ramener à la ville, n'aurait-il pas été préférable de leur verser une subvention de \$1,000 par année? De cette façon, ils seraient demeurés 47 ans sur leur terre, dans la perspective d'y vivre un peu plus convenablement.

Il est malheureux qu'en temps de paix, le gouvernement ne cherche pas à appliquer une formule qui favorise l'épanouissement de la personne humaine. Au fait, il y a deux grandes idéologies qui gouvernent le monde: celle de la domination et celle de la liberté. Toute idéologie qui vise à établir la souveraineté d'un homme, d'un dictateur, d'une ligue, d'un État, d'un «trust» ou d'un parti politique, en est une de domination. Par contre, si elle tend à rendre plus facile à chacun l'accès aux bénéfices de la collectivité, elle devient une politique de liberté.

Monsieur l'Orateur, tout en me réservant le droit de faire des instances ultérieures en faveur de cette classe laborieuse, que constituent les cultivateurs, je me permets de réclamer un peu de justice. Je réclame la part à